

26 MARS 2025

DIRECTION

**ARRETE n° STM2025T107**

autorisant la poursuite de l'exploitation d'un établissement  
recevant du public suite à une visite périodique  
CENTRE HOSPITALIER JOIGNY

**LE MAIRE DE LA VILLE DE JOIGNY,**

**Vu** l'article L12212-2 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L111-8-3, R 111-19-11 et R 123-46 ;

**Vu** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

**Vu** l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R111-19-1 du code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB-SIDPC-2016-0777 du 30 décembre 2016, abrogeant les arrêtés n° PREF-CAB-SSI-2013-0344 et n° PREF-CAB-SSI-2013-0345 du 8 août 2013 portant composition des sous-commissions de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et de l'Accessibilité (CCDSA) ;

**CONSIDERANT** que l'établissement présente un niveau de sécurité insuffisant,

**CONSIDERANT l'avis défavorable** émis par la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité d'arrondissement de SENS le **11 MARS 2025**, quant au maintien de l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'**avis défavorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1<sup>er</sup> février 2010), la **prochaine visite** périodique devrait être effectuée en **MARS 2028**.

**ARRETE**

**Article 1** : La poursuite de l'exploitation du CENTRE HOSPITALIER JOIGNY, classé 1er groupe de type principal U et type secondaire L, V, de la 3<sup>ème</sup> catégorie, sis, 3 quai de l'Hôpital à Joigny, est autorisée dans les conditions prévues par le code de la construction et de l'habitation, le règlement de sécurité incendie et les règles relatives à l'accessibilité aux handicapés.

## **Article 2 : PRESCRIPTIONS LIEES A L'EXPLOITATION**

**N° 1 – Supprimer** définitivement le stockage de matières combustibles (archives) entreposé dans les locaux situés dans les circulations du rez-de-chaussée du service médecine A. (Analyse de risques et R. 143.13). Code de la Construction et de l'Habitation (Article R. 143-1 à R. 143-47) – R. 143-13.

**Délai : 6 mois**

**N° 2 – Supprimer** toute saillie ou dépôt venant réduire la largeur réglementaire des dégagements (présence de chariots devant les dégagements du local lingerie situé au rez-de-chaussée du bâtiment A.

**Délai : 6 mois**

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public – CO37§1.

**N° 3 – Lever** sans délai les observations rédigées dans tous les rapports de vérification des différentes installations techniques (gaz médicaux, installations électrique...). Code de la Construction et de l'Habitation (Article R. 143-1 à R. 143-47) – R. 143-34.

**Délai : Immédiat**

**N° 4 – Mettre** l'ensemble du personnel de l'établissement en garde contre les dangers que présente un incendie dans un hôpital, être formé à l'exécution de consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer le transfert horizontal ou l'évacuation et doivent être entraînés à la manœuvre des moyens d'extinction. Des exercices d'évacuation simulée doivent être organisés périodiquement afin de maintenir le niveau de connaissance du personnel conformément à l'article U 41.

**Délai : 6 mois**

Arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U – U47.

**N° 5 – Soumettre** à l'avis de la commission de sécurité compétente le dossier SSI après la fin des travaux de remise en état qui devra faire apparaître :

- La personne chargée de la coordination SSI
- La division de l'établissement en zone de détection, de mise en sécurité et d'alarmes proposées en prenant en compte le nouvel adressage des nouveaux locaux, différents du dossier initial
- Le cahier des charges fonctionnel (GE 2 § 2)

**Délai : 6 mois**

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public – GE 2.

## **Article 3 : RAPPELS REGLEMENTAIRES**

- **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 122-3 (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les ans (art. DF 10) ; .../..
  - Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (art. CH 58) ;
  - Ventilation : tous les ans (art. CH 58) ;
  - Gaz : tous les ans (art. GZ 30) ;
  - Electricité et éclairage de sécurité : tous les ans (art. EL 19) ;
  - Ascenseurs : tous les 5 ans par une personne ou un organisme agréé (avant remise en service faisant suite à une transformation importante – Vérifications du respect des dispositions applicables aux ascenseurs) (art. AS 9) ;
  - Escaliers mécaniques et trottoirs roulants : tous les ans par une personne ou un organisme agréé (examen du maintien de la conformité acquise lors de la mise en service ou après une transformation importante – examen de l'état de conservation des éléments de l'installation – vérification du fonctionnement des dispositions de sécurité).
- : au milieu de cette périodicité,  
examen supplémentaire par le service ou l'entreprise chargé de l'entretien (chaînes et crémaillères), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (AS 10) ;
- Gaz médicaux : tous les ans (U 64)
  - Moyens de secours :
    - \* extincteurs et RIA : tous les ans (MS 73)
    - \* détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (art. MS 58) ;
    - \* système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (art. MS 68),
    - \* équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (*EA type 1*) (art. 6 § 1 – IT 248), (art. MS 73).

Nota : les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'Administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R. 143-34).

**Article 4.** - Obligation est faite à l'exploitant, par les dispositions de l'article R 143-03 du Code de la Construction et de l'Habitation, de respecter les mesures de prévention

et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégagent pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme stipulé à l'article R 143-34 du même code.

**Article 5.-** Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le directeur de l'établissement.

Une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le sous- Préfet d'arrondissement,
- Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de JOIGNY
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne, Secrétaire de la sous-commission ERP-IGH
- Monsieur le Chef du service du Centre de Secours Principal de JOIGNY
- Monsieur le Chef du service Police Municipale pour le suivi du présent arrêté

Fait à JOIGNY, le

Pour le Maire,  
l'adjoint délégué à la sécurité



Jean-Yves MESNY